

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Bravo!

* * *

LA DÉRIVATION GARRISON

ON DEMANDE QUE LE PREMIER MINISTRE DISCUTE DU PROJET AVEC LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS

M. Dan McKenzie (Winnipeg-Assiniboine): Madame le Président, ma question s'adresse au premier ministre et porte sur le projet de détournement Garrison. Maintenant que le gouvernement Reagan est en place, le premier ministre peut-il nous donner l'assurance que cette question figurera à l'ordre du jour de la discussion lorsqu'il rencontrera le président Reagan pour la première fois, et qu'il lui fera part de nouveau de nos préoccupations à ce sujet, en particulier si le projet est exécuté totalement?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, j'ai abordé cette question lors de mes réunions précédentes avec les autres présidents des États-Unis, comme l'a fait en son temps le très honorable chef de l'opposition, j'en suis sûr. Je continuerai de le faire.

LES PROPOS ATTRIBUÉS AU GOUVERNEUR DU DAKOTA-NORD

M. Dan McKenzie (Winnipeg-Assiniboine): Madame le Président, ma question supplémentaire s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Le gouverneur du Dakota-Nord a fait quelques déclarations étonnantes. Voici ce qu'il est censé avoir déclaré: «Nous n'avons pas eu de communication officielle de la part du Canada». Il a ajouté que rien ne permet de penser que ce projet aura des conséquences néfastes sur les eaux manitobaines. Le ministre peut-il nous donner l'assurance qu'il communiquera avec le gouverneur du Dakota-Nord pour lui remettre au moins un exemplaire du rapport de la Commission mixte internationale? Le ministre pourrait peut-être lui téléphoner et lui expliquer ce qu'il en est, car celui-ci demande que le projet soit complètement parachevé.

L'hon. Mark MacGuigan (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Madame le Président, je ne manquerai pas de faire parvenir un exemplaire du rapport de la CMI au gouverneur du Dakota-Nord. Je suppose qu'il le connaît déjà parfaitement et qu'il a préféré l'interpréter à sa façon. Je sais que d'autres personnes dans cette région et lui-même sont très inquiets du fait que le gouvernement américain a fait preuve de bonne volonté en s'abstenant d'utiliser les crédits votés par le Congrès si cela risquait de mettre nos eaux en danger. Nous avons donc pu compter sur la collaboration du gouvernement américain. C'est ce fait même qui inquiète certains politiciens de cette partie des États-Unis.

Questions orales

LE DÉSARMEMENT

LA PROLIFÉRATION DES ARMES NUCLÉAIRES—LA SUBVENTION ACCORDÉE AU PAKISTAN PAR L'ARABIE SAOUDITE

M. Terry Sargeant (Selkirk-Interlake): Madame le Président, ma question s'adresse au premier ministre. On a appris lundi que l'Arabie saoudite allait accorder 800 millions au Pakistan pour permettre à ce dernier de mettre au point une arme nucléaire. Tous les Canadiens s'inquiètent beaucoup de la prolifération des armes atomiques dans les pays du tiers monde. J'aimerais que le premier ministre nous dise si, durant sa visite en Arabie saoudite en novembre dernier, il a souligné aux dirigeants de ce pays que la prolifération des armes nucléaires constituait une menace pour la paix dans le monde. Pourrait-il s'engager aujourd'hui à mettre en œuvre toutes les ressources de la diplomatie canadienne pour faire comprendre aux Saoudiens qu'une telle décision n'est pas souhaitable?

• (1440)

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, le député mentionne une nouvelle qui date d'hier seulement et qui n'a pas été confirmée. De toute façon, si cette information a été diffusée hier, il est évident que je ne pouvais pas être au courant de la chose avant mon séjour en Arabie saoudite. Je m'engage, lors de ma prochaine visite dans ce pays, à me souvenir de la suggestion du député.

M. Sargeant: Madame le Président, je suis conscient que la nouvelle n'a été diffusée qu'hier mais j'ai supposé que cette question aurait pu être abordée, étant donné qu'on avait déjà parlé d'une bombe islamique.

Dans le discours du trône, le gouvernement a promis, en avril dernier, d'«étouffer la croissance mortelle des arsenaux nucléaires dans le monde.» Depuis lors, on n'a apparemment pas fait grand chose à cet égard, si ce n'est la nomination d'un ambassadeur pour le désarmement. J'aimerais que le premier ministre nous dise si le gouvernement a mis au point une véritable stratégie pour atteindre ce but? Dans l'affirmative, va-t-il en saisir la Chambre le plus tôt possible pour que nous la discussions?

M. Trudeau: Madame le Président, non contents de désigner un ambassadeur au désarmement, qui travaille dans le sens que j'avais suggéré dans le discours sur le désarmement présenté aux Nations-Unies, nous avons nommé l'ex-ambassadeur Ford à la Commission Palme sur le désarmement.

Quant à la discussion de ces questions, demandée par le député, notre parti l'accorderait volontiers. Les députés doivent savoir que pour les six prochaines semaines peut-être, nous avons un calendrier très chargé qui nous obligera à nous attaquer aux questions dont le chef du Nouveau parti démocratique avait justement souligné l'importance, à savoir celles qui concernent l'économie intérieure. Quand nous aurons voté sur les mesures du ministre des Finances et que nous aurons commencé à nous occuper de la constitution, le gouvernement sera heureux de trouver une journée pour la discussion des affaires internationales, et en particulier du désarmement. Si bien sûr l'opposition décide d'ici là d'en faire une de ses priorités et de consacrer une de ses journées aux affaires internationales, nous pourrions nous mettre d'accord et entamer plus tôt le débat.